

26 septembre 2023

## Réponse à la consultation publique «**Modification de l'annexe à la décision n° 2022-1062 de l'Arcep relative aux modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe du satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz en France métropolitaine**»

GSOA remercie l'ARCEP pour la publication le 26 juillet 2023 de la consultation relative à la « *Modification de l'annexe à la décision n° 2022-1062 de l'Arcep relative aux modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe du satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz en France métropolitaine* ».

GSOA est l'association qui rassemble les membres de l'ensemble de l'écosystème satellitaire et sert de plateforme de collaboration mondiale. GSOA est largement reconnu comme l'organe représentatif de l'industrie satellitaire par les entités internationales, régionales et nationales. Notre vision est d'aider les décideurs politiques à améliorer l'état du monde en comblant les fossés numériques, éducatifs, sanitaires, sociaux, de genre et économiques dans diverses zones géographiques et dans les économies matures et en développement.

GSOA comprend que les modifications proposées à l'annexe font suite à des demandes des opérateurs des stations terriennes du Service Fixe par Satellite (« SFS ») concernées pour une autorisation d'usage de fréquences dans la bande 3800-4200 MHz.

**GSOA apprécie et soutient la démarche engagée par l'ARCEP de considérer l'autorisation de nouvelles stations terriennes du SFS et l'usage de nouvelles fréquences**, tout en prenant en compte les modalités définies dans la décision 2022-1062, afin de permettre le développement des activités par satellite en France métropolitaine dans la bande 3800-4200 MHz.

Cette bande 3800-4200 MHz est la partie restante disponible en bande C pour ces opérations par satellite en France métropolitaine, et est par conséquent devenue critique pour la poursuite de ces activités. Il est donc essentiel que l'ARCEP permette le développement des usages pour le satellite dans cette bande, malgré le déploiement des réseaux 5G en bande adjacente 3400-3800 MHz.

En particulier, un certain nombre de demandes pour le SFS, objet de cette consultation, sont pour des usages dans la bande 3800-3840 MHz. Ces 40 MHz de transition entre les deux blocs de fréquence représentent 10% du spectre restant disponible pour les opérations par satellite. Aussi, il est essentiel que les opérations par satellite puissent se poursuivre et évoluer dans cette bande, même si des analyses de partage au cas par cas avec les réseaux 5G sont requises.

La décision 2022-1062 a mis en place les modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du SFS dans la bande 3,8 - 4,2 GHz en France métropolitaine. Lors de sa mise en place, l'ARCEP a établi que « *les localisations n'impliquant pas une modification substantielle des sites 5G déjà déployés dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et représentant un risque d'impact modéré (...) pourront faire l'objet de protection.* »<sup>1</sup>

1. Voir section 2.3 de la consultation publique « Modalités permettant la coexistence entre les réseaux 5G dans la bande 3,4 - 3,8 GHz et les stations terriennes du service fixe du satellite dans la bande 3,8 - 4,2 GHz en France métropolitaine » du 27 juillet 2021

Ainsi, nous comprenons que les ajouts proposés par le biais de cette consultation ont fait l'objet d'une étude préalable de la part de l'ARCEP, avant leur intégration dans cette consultation, afin de s'assurer qu'ils n'impliquaient pas de « modification substantielle » des sites 5G déjà déployés. **GSOA soutient la modification proposée à l'annexe 1 de la décision 2022-1062 pour la délivrance de nouvelles autorisations d'utilisation de fréquences associées aux opérateurs demandeurs.**

Si un ou des opérateurs mobiles venaient à s'opposer à ces nouvelles attributions, nous demandons à l'ARCEP de s'assurer que ces opérateurs fassent la démonstration complète et concluante qu'ils sont contraints à des « modifications substantielles », et **si nécessaire de mettre en place une coordination opérationnelle, en impliquant les opérateurs mobiles et les opérateurs des stations terriennes du SFS concernés, afin de trouver une solution compatible.**